



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

**Délibération n°231208-01 : Souscription d'un emprunt pour financer les travaux de sécurisation des modes doux de déplacements entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, explique qu'afin de préparer l'exercice 2024 et le financement des travaux de l'aménagement cyclable entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor, il est nécessaire que le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer la souscription d'un emprunt d'un montant de 2 000 000 €.



La Commission des finances s'est réunie le 24 novembre 2023 afin d'étudier les différentes offres de prêt des établissements de crédit.

**CONSIDÉRANT** la nécessité de sécuriser les modes de déplacements doux entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor,

**CONSIDÉRANT** que ce projet fait l'objet d'une subvention notifiée par l'État à hauteur de 426 332 euros et d'un fonds de concours acté au Plan Pluriannuel d'Investissement de la Communauté de communes MACS à hauteur de 414 590 euros,

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable de la commission « Finances » qui s'est réunie le 24 novembre 2023,

**CONSIDÉRANT** l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2023-14 proposée par La Banque Postale,

## **EXPOSE**

### **Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt**

Score Gissler :	1A
Montant du contrat de prêt :	2 000 000 €
Durée du contrat de prêt :	20 ans
Objet du contrat de prêt :	financer le projet d'aménagement cyclable entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor sous forme de prêt vert.

### **Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/03/2044**

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant :	2 000 000 €
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur jusqu'au 06/02/2024, en une, deux ou trois fois avec versement automatique à cette date.
Taux d'intérêt annuel :	taux fixe de 3,77 %
Base de calcul des intérêts :	mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
Echéances d'amortissement et d'intérêts :	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement :	constant
Remboursement anticipé :	autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.



## Commission

Commission d'engagement : 0,10 % du montant du contrat de prêt.

### **Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire**

Le représentant légal de l'emprunteur sera autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale.

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 19 voix pour*

*6 abstentions (H. Arbeille, L. Barberis, E. Bescheron, C. Cerizay-Montaut, C. Cabanac-Escande, C. Ducamp)*

*1 vote contre (B. Merlet)*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de souscrire un prêt auprès de la Banque Postale dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous.

### **Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt**

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 2 000 000 €

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt : financer le projet d'aménagement cyclable entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor sous forme de prêt vert.

#### Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/03/2044

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 2 000 000 €

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 06/02/2024, en une, deux ou trois fois avec versement automatique à cette date.

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,77 %

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.



## Commission

Commission d'engagement : 0,10 % du montant du contrat de prêt.

## Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer au nom de la commune l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt à intervenir avec la Banque Postale, dont les conditions figurent ci-dessus et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
DEPARTEMENT DES LANDES

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-02 : Reversement excédent du budget Casino au budget principal**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

La Commune de Soorts-Hossegor, par sa délibération du 8 novembre 2019, a décidé d'engager des travaux de réhabilitation du Sporting Casino.

Au fil des années et en prévision des futurs coûts financiers, le budget principal a versé des subventions au budget annexe Casino. Entre 2020 et 2022, 650 000 € ont été ainsi provisionnés.

Par ailleurs, le budget annexe Casino perçoit des recettes de loyers (Casino et Mini-golf), de location des salons et de reversement d'une partie des jeux. Elles permettent de couvrir les dépenses courantes et de dégager un excédent moyen annuel depuis 2019 d'environ 200 000 €.



Il était prévu que les subventions versées et les excédents dégagés par la section de fonctionnement permettraient de financer une partie des futurs travaux de réhabilitation payés sur ce budget annexe.

Après avoir pris conseil auprès de la Direction Générale des Finances Publiques à savoir Monsieur le Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL) pour la Commune et Madame la Trésorière Municipale, il s'avère que les travaux de réhabilitation du Sporting-Casino doivent être portés par le budget principal.

Le budget annexe n'existe que pour retracer les activités assujetties à la TVA.

Le bâtiment du Sporting-Casino faisant partie du patrimoine communal et les travaux portant uniquement sur la structure du bâtiment et sa sauvegarde, c'est le budget principal qui doit porter le projet de réhabilitation.

Il est même prévu qu'en 2024, ce budget annexe soit clôturé et que les activités portées sur ce budget soient suivies par un code TVA dans le budget principal, à l'image de ce qui est fait pour le golf.

Par conséquent, il est proposé que le budget annexe Casino reverse 770 000 € au budget principal.

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** l'instruction comptable M57,

**CONSIDÉRANT** que les articles R. 2211-90 et R. 2311-11 du CGCT, précisent que le virement d'un excédent d'un budget annexe vers le budget principal ne peut être effectué qu'à partir de la section de fonctionnement,

**CONSIDÉRANT** que le reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement d'un budget annexe à caractère administratif au budget principal est possible sans aucune condition restrictive,

**CONSIDÉRANT** que le résultat de fonctionnement 2022 du budget Casino est de 773 803,40 €,

**CONSIDÉRANT** l'accord de Madame la Trésorière Municipale du Service de Gestion Comptable de Saint-Vincent-de-Tyrosse,

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commission municipale des finances qui s'est réunie le 24 novembre 2023,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité,*

*Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** le versement de 770 000 € provenant du budget annexe Casino au profit du budget principal.

Dans le budget annexe Casino, l'opération sera retranscrite via le compte 65822 - Reversement de l'excédent des budgets annexes à caractère administratif au budget principal.

Pour le budget principal, l'écriture se fera au compte 75821 - Excédents des budgets annexes à caractère administratif.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 décembre 2023

### Délibération n° 231208-03 : Décision modificative n°2/2023 budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Commission des Finances réunie le 24 novembre 2023,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	45	020	4581999		Opérations sous mandats - Enveloppe	5 000,00
D	I	45	020	4581001		Opérations sous mandats - Travaux Sécurisation Golf	15 633,70
D	I	45	020	4581002		Opérations sous mandats - Travaux Sécurisation Molle La	7 723,96
D	I	10	01	10226		Taxe d'aménagement	19 526,07
D	I	10	01	10226		Taxe d'aménagement - Enveloppe	5 000,00
D	I	204	512	2041582		Subvention d'équipement Sydec	50 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments (réserve)	770 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments (réserve)	201 593,73
D	I	23	510	2315	9463	Liaison douce entre Soorts et Hossegor - Av de Bordeaux	1 550 000,00
D	I	23	847	2315	9742	Avenue des Ecoles	450 000,00
						<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>3 074 477,46</b>



D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I	45	020	4582999		Opérations sous mandats - Enveloppe	5 000,00
R	4	45	020	4582001		Opérations sous mandats - Travaux Sécurisation Golf	15 633,70
R	I	45	020	4582002		Opérations sous mandats - Travaux Sécurisation Molle La	7 723,96
R	I	21	845	2151		Réseaux de voirie	7 800,00
R	I	10	01	10222		FCTVA Investissement	-22 229,42
R	I	13	824	1321	9457	Subvention Etat - Place des Landais	280 000,00
R	I	13	824	1321	9457	Subvention Etat - Place des Landais	17 000,00
R	I	16	01	1641		Emprunt Av de Bordeaux et Av des Ecoles	2 000 000,00
R	I	040	01	28188		Dotations aux amortissement	50 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	713 549,22
<b>Recettes d'investissement</b>							<b>3 074 477,46</b>

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 19 voix pour*

*7 abstentions (H. Arbeille, L. Barberis, E. Bescheron, C. Cerizay-Montaut, C. Cabanac-Escande, C. Ducamp, B. Merlet)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°2/2023 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

**Délibération n°231208-04 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement – décision modificative n°2/2023 du budget principal**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°2 de 2023 du budget principal.



**VU** les articles L 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement (APCP),

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction comptable M57,

**VU** les délibérations n°230317-06 du 17 mars 2023 prise lors du vote du budget primitif 2023 et la n°230922-07-01 du 22 septembre 2023 prise lors du vote de la décision modificative n°2,

**VU** l'avis favorable de la commission municipale des finances qui s'est réunie le 28 août 2023,

Les autorisations concernées par les modifications sont :

- AP21.003 : Liaison Soorts-Hossegor (Avenue de Bordeaux)

AP21.003	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
BP 2023	2 634 046,35	30 480,00	49 834,89	50 000,00	2 041 647,79	462 083,67	2 634 046,35
+/-				1 550 000,00	-1 187 916,33	-362 083,67	0,00
DM2 2023	2 634 046,35	30 480,00	49 834,89	1 600 000,00	853 731,46	100 000,00	2 634 046,35

- AP23.001 : Avenue des Ecoles

AP23.001	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
BP 2023	500 000,00	15 000,00	395 000,00	90 000,00	500 000,00
+/-		450 000,00	-360 000,00	-90 000,00	0,00
DM2 2023	500 000,00	465 000,00	35 000,00	0,00	500 000,00

Il est également nécessaire de prévoir certaines APCP en prévision des futures dépenses 2024.

- AP23.003 : Voirie 2024-2027

AP23.003	AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	TOTAL CP
+/-	600 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	600 000,00
CM 08-12-2023	600 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	600 000,00

- AP23.004 : Pluvial 2024-2027

AP23.004	AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	TOTAL CP
+/-	424 000,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00	424 000,00
CM 08-12-2023	424 000,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00	424 000,00

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 20 voix pour,*

*6 Abstentions (H. Arbeille, L. Barberis, E. Bescheron, C. Cerizay-Montaut, C. Cabanac-Escande, C. Ducamp)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** les modifications apportées aux autorisations de programme et aux crédits de paiement tels que listés ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal



administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 décembre 2023

### Délibération n° 231208-05 : Décision modificative n°3/2023 « Technique » budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis de la Commission des Finances réunie le 24 novembre 2023,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,



**VU** la délibération n°230317-05-01 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget principal,

**VU** la délibération n°230922-006-01 du 22 septembre 2023 portant vote de la décision modificative n°1 du budget principal de 2023.

**VU** la délibération n°230922-03 du 8 décembre 2023 portant vote de la décision modificative n°2 du budget principal de 2023.

La Décision Modificative (DM) n°3/2023 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 2 980,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 180,00
D	F	042	01	6761	Différences sur réalisations transférées en investissement	1 800,00
<b>Dépenses de fonctionnement</b>						<b>2 980,00</b>
D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	F	77	01	775	Produits des cessions d'immobilisations	2 980,00
<b>Recettes de fonctionnement</b>						<b>2 980,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I					
<b>Dépenses d'investissement</b>						<b>0,00</b>
D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	I	040	01	2111	Sortie inventaire - Terrain	1 180,00
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	1 800,00
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-2 980,00
<b>Recettes d'investissement</b>						<b>0,00</b>

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°3/2023 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État



Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 décembre 2023

### Délibération n° 231208-06 : Décision modificative n°2/2023 budget annexe Casino

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget annexe Casino.

**CONSIDÉRANT** l'avis de la Commission des Finances réunie le 24 novembre 2023,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°230317-05-02 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget annexe casino,

**VU** la délibération n°230922-006-02 du 22 septembre 2023 portant vote de la décision modificative n°1 du budget annexe casino de 2023.



La Décision Modificative (DM) n°2/2023 du budget annexe casino s'équilibre en section de fonctionnement à 0,00 € et en section d'investissement à -770 000,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	65	632	65822	Reversement de l'excédent des budgets annexes à caractère administratif au budget principal	770 000,00
D	F	023	632	023	Virement à la section de fonctionnement	-770 000,00
Dépenses de fonctionnement						0,00
D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	F					
Recettes de fonctionnement						0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I	23	632	2313	Travaux divers	-770 000,00
Dépenses d'investissement						-770 000,00
D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	I	021	632	021	Virement de la section de fonctionnement	-770 000,00
Recettes d'investissement						-770 000,00

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°2/2023 du budget annexe casino telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-07 : Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2024**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY adjoint au maire en charge des finances, rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), si le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.



Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents aux remboursements de la dette.

L'ouverture des crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2024 s'élève donc au quart des dépenses votées sur l'exercice 2023, comme illustré ci-dessous :

#### Budget principal

Comptes M57		Libellés	Crédits budgétaires 2023	2024 (1/4 de 2023)
202		Frais documents d'urbanisme	71 656,00 €	17 914,00 €
2031		Frais d'études	10 000,00 €	2 500,00 €
2051		Concessions et droits similaires	30 000,00 €	7 500,00 €
2041582		Subventions autres équipements - Sydec	80 000,00 €	20 000,00 €
2041582	9476	Subventions autres équipements - Sydec - Plan lumière	408 269,00 €	102 067,25 €
20422		Subventions autres équipements de droit privé	10 000,00 €	2 500,00 €
2046		Attributions de compensation d'investissement	61 000,00 €	15 250,00 €
2111		Terrains nus	30 000,00 €	7 500,00 €
2121		Plantations d'arbres et d'arbustes	15 200,00 €	3 800,00 €
2128		Autres agencements de terrains	178 140,00 €	44 535,00 €
2128	9452	Autres agencements de terrains - Trait de côte	20 000,00 €	5 000,00 €
2128	9479	Autres agencements de terrains - Plan plage	101 960,00 €	25 490,00 €
21316		Equipements du cimetières	22 500,00 €	5 625,00 €
21351		Agencements et aménagements de construction	334 100,00 €	83 525,00 €
2151		Réseau	24 354,68 €	6 088,67 €
2151	9477	Réseau de pluvial	131 215,32 €	32 803,83 €
2151	9478	Réseau de voirie	70 000,00 €	17 500,00 €
2152		Installations de voirie	80 000,00 €	20 000,00 €
21534		Réseaux électrification	5 000,00 €	1 250,00 €
21538		Autres réseaux	82 000,00 €	20 500,00 €
21568		Autres matériels et outillages incendie	25 000,00 €	6 250,00 €
215731		Matériel de voirie roulant	56 000,00 €	14 000,00 €
215738		Autres matériel de voirie	8 200,00 €	2 050,00 €
2158		Autres installations, matériels et outillages	86 180,00 €	21 545,00 €
21611		Œuvres et objets d'art	10 400,00 €	2 600,00 €
21828		Atutres matériels de transport	52 600,00 €	13 150,00 €
21831		Matériel informatique scolaire	2 000,00 €	500,00 €
21838		Autres matériels informatique	25 000,00 €	6 250,00 €
21848		Autres matériels de bureau et mobilier	27 500,00 €	6 875,00 €
2188		Matériel divers	120 300,00 €	30 075,00 €
2313	9460	Poste de Police	690 000,00 €	172 500,00 €
2313	9446	Aménagements de bâtiments (réserve)	994 255,01 €	248 563,75 €
2315	9457	Place des Landais	3 965 000,00 €	991 250,00 €
2315	9463	Liaison Soorts-Hossegor - Avenue de Bordeaux	1 600 000,00 €	400 000,00 €
2315	9472	Avenue des Ecoles	465 000,00 €	116 250,00 €
				<b>2 473 207,50 €</b>



## Budget casino

Comptes M57		Libellés	Crédits budgétaires 2023	2024 (1/4 de 2023)
2031		Frais d'études	5 000,00 €	1 250,00 €
21351		Agencements et aménagements de construction	20 000,00 €	5 000,00 €
21848		Mobilier	10 000,00 €	2 500,00 €
2188		Matériel divers	10 000,00 €	2 500,00 €
2313		Travaux divers	256 991,89 €	64 247,97 €
2313	9455	Réhabilitation Sporting Casino	405 300,00 €	101 325,00 €
				<b>176 822,97 €</b>

## Budget cinéma

Comptes M57		Libellés	Crédits budgétaires 2023	2024 (1/4 de 2023)
21351		Agencements et aménagements de construction	10 000,00 €	2 500,00 €
2188		Matériel divers	10 000,00 €	2 500,00 €
				<b>5 000,00 €</b>

## Budget restaurant front de mer

Comptes M4		Libellés	Crédits budgétaires 2023	2024 (1/4 de 2023)
2135		Agencements et aménagements de construction	52 963,70 €	13 240,93 €
2188		Matériel divers	5 000,00 €	1 250,00 €
				<b>14 490,93 €</b>

**VU** l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** jusqu'à l'adoption des Budgets primitifs 2024, Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette dont les détails figurent ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 040-214003048-20231211-231208\_07-DE



Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-08 : Modification du tableau listant les durées d'amortissement des immobilisations avec création de la durée d'amortissement de certains biens**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** la délibération n°221209-007 du 9 décembre 2022 définissant le mode de gestion et durée des amortissements des immobilisations pour les budgets communaux,

**VU** la nécessité de rajouter deux articles comptables à la liste des immobilisations amortissables,



Il est proposé d'amortir de la façon suivante, les comptes :

- c/ 2046 Attribution de compensation d'investissement sur 15 ans
- c/21351 Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics productifs de revenus - Type 2 sur 30 ans

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** les durées d'amortissement figurant ci-dessus.

**APPROUVE** l'intégration des ces deux immobilisations au tableau existant, reprenant les durées d'amortissement des immobilisations pour les budgets soumis à la M57.

Les tableaux révisés listant ces durées d'amortissement, budget M57 et budget M4, seront annexés à cette délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-09 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre l'Office de tourisme et la Commune**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commission des finances s'est réunie le 24 novembre 2023 afin d'étudier la demande de subvention de l'office de tourisme pour l'exercice 2024 et sa convention d'objectifs et de moyens.



**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

**CONSIDÉRANT** la demande formulée par l'Office de Tourisme d'une subvention 2024 à hauteur de 315 000 €.

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 24 novembre 2023,

*Après en avoir délibéré,  
Avec 25 voix pour  
1 abstention: (B. Merlet)  
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

**APPROUVE** le versement d'une subvention de 315 000 € à l'association Office de Tourisme d'Hossegor, au titre de l'année 2024,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Office de Tourisme d'Hossegor, fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2024.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n° 231208-010 : renouvellement de la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

La Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) signée entre l'État et la Caisse nationale des allocations familiales prévoit le remplacement progressif des contrats enfance jeunesse (CEJ) par des conventions territoriales globales (CTG). Celles-ci constituent ainsi le cadre général de contractualisation entre les CAF et les collectivités locales et fixent les orientations en matière de politique petite enfance, jeunesse, soutien à la parentalité, animation de la vie sociale et accès aux droits.



La CTG 2023-2026 associe 7 nouveaux partenaires institutionnels (Direction académique des services de l'Éducation Nationale, le Département des Landes, Pôle emploi, l'Agence Régionale de Santé, la Mission Locale, la MSA et la CPAM), dans un projet de cohérence des actions éducatives.

Les orientations de cette convention sont :

- d'assurer un accès harmonisé aux services,
- de promouvoir des services de qualité,
- d'investir dans la prévention avec une attention particulière aux familles vulnérables,
- de prendre en compte les « besoins particuliers »,
- de favoriser l'engagement citoyen et le pouvoir d'agir des familles.

Le financement des actions éducatives mises en place peut permettre de capter des financements de la CAF à hauteur de 3,5 millions par an, pour l'ensemble des communes et la Communauté de communes.

**VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à L. 227-3 ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/ n° 12 en date du 13 février 2023 portant modifications des statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

**VU** les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

**VU** l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des caisses d'allocations familiales (CAF) ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 5 décembre 2019 approuvant le renouvellement de la convention territoriale globale de services aux familles entre MACS et la CAF des Landes pour la période 2019-2022 ;

**VU** la convention territoriale globale de services aux familles signée le 8 janvier 2020 entre MACS et la CAF des Landes pour la période 2019-2022 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 23 septembre 2021 approuvant la signature de l'avenant n° 1 à la convention territoriale globale de services aux familles entre MACS et la CAF des Landes, associant les 23 communes du territoire et permettant la continuité des financements jusqu'en 2023 ;

**VU** l'avenant n° 1 à la convention territoriale globale de services aux familles signé le 20 janvier 2022 entre MACS, les 23 communes du territoire et la CAF des Landes pour la période 2019-2022 ;

**VU** le projet de convention territoriale globale 2023-2026, ci-annexé ;

**CONSIDÉRANT** le schéma départemental des services aux familles (SDSF 40) ;

**CONSIDÉRANT** la pertinence des actions portées dans le cadre de la convention territoriale globale au regard des besoins identifiés sur le territoire ;

**CONSIDÉRANT** que cette convention vise à favoriser la mobilisation d'un réseau autour d'objectifs partagés, qu'elle permet une lisibilité de l'offre de services sur le territoire et qu'elle concourt à améliorer l'efficacité des actions engagées en ajustant les moyens humains et financiers aux besoins des usagers ;

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 24 voix pour*

*2 Abstentions (B. Merlet, H. Arbeille)*

*Le Conseil Municipal,*



**APPROUVE** le projet de convention territoriale globale de services aux familles pour la période 2023-2026, ci-annexé.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les documents afférents.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 décembre 2023

**Délibération n°231208-011 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de nettoyage de voirie et d'hydrocurage de réseaux et bâtiments**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L..1414-3.-I, L..2121-2, L..2121-22 et L..2121-29 ;



**VU** le code de la Commande publique ;

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts Hossegor et les membres du groupement souhaitent procéder à l'achat de prestations de nettoyage de voirie et d'hydrocurage de réseaux et bâtiments ;

**CONSIDÉRANT** la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics ou accords-cadres.

**CONSIDÉRANT** que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

➤ **Phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins :**

- Constituer les dossiers de consultations des entreprises : la définition des prestations, la rédaction des documents techniques étant assurés par le comité technique de la consultation,
- Définir la procédure avec le comité technique de la consultation,
- Rédiger les documents administratifs contractuels,

➤ **Phase de passation des marchés et accords-cadres :**

- Procéder aux formalités de publicité et de remise des offres adéquates,
- Centraliser les questions posées par les candidats et centraliser les réponses,
- Réceptionner les candidatures et les offres,
- Procéder à l'analyse de la recevabilité des offres pour les volets administratifs,
- Convoquer et organiser la Commission d'Appel d'Offres (CAO) si besoin et rédiger les procès-verbaux si la procédure l'impose,
- Aviser les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- Informer le titulaire du marché qu'il a été retenu,
- Rédiger et envoyer l'avis d'intention de conclure, le cas échéant, et l'avis d'attribution,
- Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord cadre.

**CONSIDÉRANT** que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur
- S'engager dans une participation active à la définition de ses propres besoins
- Signer et notifier, en leur nom propre, les marchés ou accords-cadres susvisés ;
- Rédiger et transmettre les pièces, décisions ou délibérations relatives à ces marchés ou accords-cadres au contrôle de légalité
- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative
- S'engager à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre



**CONSIDÉRANT** la mise en place d'un comité technique de coordination et de suivi qui sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

**CONSIDÉRANT** que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

**CONSIDÉRANT** que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour l'achat de prestations de nettoyage de voirie et d'hydrocurage de réseaux et bâtiments entre la commune de Soorts-Hossegor et les membres du groupement de commande.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ces procédures de marchés publics ou accords-cadres, la convention et tous les actes s'y référant.

**DÉSIGNE :**

- Monsieur Alain CLAVERIE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- Monsieur André JAKUBIEC comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-012 : Signature d'une convention de contribution de la commune à MACS en faveur de l'Etablissement Public Foncier (EPFL) "Landes Foncier"**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment son article L. 324-1 relatif aux établissements publics fonciers locaux ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2005 portant création de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » ;



**VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 mars 2007 portant modification des statuts de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » et notamment son article 2 en ce qui concerne les modalités d'adhésion et de contributions financières des membres de l'établissement ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 7 juin 2005 sollicitant la création d'un établissement public foncier local dénommé « Landes Foncier » et approuvant le projet de statuts de cet établissement ;

**VU** la délibération de l'Assemblée générale de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » en date du 13 mars 2023 conformément à laquelle le taux applicable aux produits issus des droits de mutation est maintenu à 8 % de la moyenne des trois dernières années desdits droits perçus sur le territoire de chaque EPCI ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du approuvant :

- Le tableau 2022 des contributions :

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2023 approuvant :

- le tableau 2023 des contributions :
  - de MACS à l'Établissement Public Foncier « Landes Foncier », soit une contribution en 2023 de 674 526 €,
  - des communes à MACS à hauteur de  $1/3 * 8 \%$  de la participation annuelle versée par la communauté pour ses communes membres, soit une contribution en 2023 de 224 842 €,
- la convention type avec les communes ayant pour objet le versement de leurs contributions à MACS pour 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les 23 communes de MACS participent chacune au financement de la contribution de MACS à l'EPFL par le versement au budget de la Communauté de communes d'une cotisation représentant  $1/3 * 8 \%$  de la moyenne de leurs droits de mutation respectifs perçus entre 2020 et 2022 ;

COMMUNES	Moyenne droits de mutations 2020 à 2022	Participation MACS à Landes Foncier 8%	Participation commune à MACS $1/3 * 8 \%$
SOORTS-HOSSEGOR	1 771 008 €	141 681 €	47 226,87 €

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le projet de convention à intervenir entre MACS et la Commune pour une contribution 2023, d'un montant de 47 226,87 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention et d'en poursuivre l'exécution,

**INSCRIT** les crédits nécessaires au versement de cette somme sur le budget de la Commune,

**DÉCIDE** de verser cette somme à la Communauté de communes dans les trois mois qui suivent l'émission du titre de recette correspondant.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n° 231208-013 : Modification des tarifs du golf d'Hossegor**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

**CONSIDÉRANT** l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor ;

**TARIFS GOLF HOSSEGOR - Contrat 2023 / Proposition 2024**

<b>COTISATIONS 9,5 MOIS ET ANNEE</b>		
<b>Produit</b>	<b>Tarifs 2023</b>	<b>Tarifs 2024</b>
Cotisation Année Individuel	1 750 €	1 838 €
Cotisation Année Ménage	2 920 €	3 066 €
Cotisation 9,5 mois Individuel	1 280 €	1 344 €
Cotisation 9,5 mois ménage	2 100 €	2 205 €
Abonnement jeunes -18 ans Année	400 €	400 €
Cotisation Année Individuel 18/25 ans	755 €	755 €
Cotisation Ecole de Golf (incluant la licence)	170 €	*185 €

\*Tarif déjà voté

<b>DROIT DE JEU VISITEURS</b>				
<b>Produit</b>	<b>Basse saison 23</b>	<b>Haute saison 23 (du 08/4 au 15/10)</b>	<b>Basse saison 24</b>	<b>Haute saison 24 (du 08/4 au 15/10)</b>
Greenfee individuel	77 €	98 €	85 €	110 €
Carnet 10 Greenfees	510 €	660 €	550 €	750 €
Carnet 20 Greenfees	800 €	1 180 €	900 €	1 300 €

<b>CHARIOTS ET PRACTICE</b>		
<b>Produit</b>	<b>Tarifs contrat 23</b>	<b>Tarifs 24</b>
Chariot Manuel	5 €	5 €
1 Seau de balles	4 €	4 €
2 Seaux de balles	7 €	7 €
11 Seaux de balles	28 €	28 €

**Tarifs Restauration Golf Hossegor 2024**

<b>BOISSONS</b>	
<b>Produit</b>	<b>Tarifs</b>
Apéritif anisé	4,0 €
Whisky	7,0 €
Rhum	8,0 €
Vodka	7,0 €
Gin Tonic	10,0 €
Armagnac	10,0 €
Vins doux Aperitif	3,5 €

<b>BOISSONS sans alcool</b>	
<b>Produit</b>	<b>Tarifs</b>
Café	1,5 €
Café double	3,0 €
Café crème	1,7 €
Café crème double	3,5 €
Décaféiné	1,6 €
Chocolat au lait	3,5 €
Capuccino	3,5 €
Thé	3,5 €

<b>BOISSONS</b>	
<b>Produit</b>	<b>Tarifs</b>
Biere 1/2	3,5 €
Panaché	3,5 €
Vin Verre	3,0 €
Vin pichet 0,25l	6,0 €
Vin pichet 0,50l	9,0 €
Vin pichet 1l	12,0 €
Champagne Coupe	10,0 €
Champagne bouteille	65,0 €
Kir	5,0 €
Kir Royal	10,0 €
Biere sans alcool	3,5 €

<b>RESTAURATION</b>	
<b>Produit</b>	<b>Tarifs</b>
Plat du jour / Dessert / Verre de vin / Café	19 €
Entrées 12 €	
Plats de 12 € à 24 €	
Desserts maison de 6 € à 9 €	



En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE,
- M. Baudouin MERLET,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité des votants,  
Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les tarifs ci-précisés,

**PRÉCISE** que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n° 231208-014 : Retrait de la commune de Tarnos du Syndicat Mixte du chenil de Birepoulet**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-19, L. 5211-39-2, L. 5211-25-1 et L. 5711-1,

**VU** les statuts du Syndicat mixte du chenil de Birepoulet,

**VU** la délibération de la Commune de Tarnos en date du 4 juillet 2023,

**VU** la délibération du Syndicat Mixte de Birepoulet en date du 26 septembre 2023,



Par délibération du 4 juillet 2023, la Commune de Tarnos a fait part de son souhait de quitter le Syndicat mixte du chenil de Birepoulet.

Par délibération concordante du 26 septembre 2023, les membres du syndicat ont approuvé le retrait de la commune de Tarnos à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Aussi, conformément à l'article L. 5211-19 du CGCT, auquel les statuts du syndicat font expressément référence, il appartient à chaque commune membre de se prononcer sur le retrait d'une Commune membre dans un délai de 3 mois à compter de la notification. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé défavorable.

*Après en avoir délibéré,  
Avec 23 voix pour  
3 Abstentions (A. Jakubiec, M. Villegier, P. Biancone)  
Le Conseil Municipal,*

**PREND ACTE** de la volonté de la Commune de Tarnos de se retirer du Syndicat Mixte du chenil de Birepoulet.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

**Délibération n°231208-015 : Renouvellement de la convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) pour le traitement des Forfaits Post-Stationnement (FPS)**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Madame l'adjointe au Maire en charge de la prévention et de la sécurité précise que le projet de convention a pour objet :



- de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement du Forfait de Post-Stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre de l'article L. 2333-87 du CGCT.
- de régir l'accès au système informatique du Service du forfait de post-stationnement de l'ANTAI (Service FPS-ANTAI) et d'en définir les modalités et conditions d'utilisation.
- de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les FPS impayés.

Le projet de convention est établi pour une durée de 3 ans (2024 - 2027).

La collectivité verse pour les prestations réalisées par l'ANTAI les montants suivants :

- *Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement*
  - Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement initial : 0,98€ par pli envoyé
  - Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement rectificatif : 0,98 € par pli envoyé
- *Traitement d'un avis de paiement dématérialisé*
  - Traitement d'un avis de paiement initial dématérialisé : 0,83 € par envoi dématérialisé
  - Traitement d'un avis de paiement rectificatif dématérialisé : 0,83 € par envoi dématérialisé

Ces tarifs sont révisés annuellement ; l'augmentation annuelle ne peut être supérieure à 3%.

L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé.

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de renouveler l'adhésion à l'ANTAI,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité,*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le renouvellement de la convention entre la Commune et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 040-214003048-20231211-231208\_015-DE



Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 8 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-016 : Modification du stationnement payant et de son application sur la Commune**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

La dépenalisation du contrôle du stationnement payant de surface prévue par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) donne aux collectivités territoriales, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une nouvelle compétence leur permettant une gestion complète de leur politique de stationnement.

Ainsi, la dépenalisation du stationnement payant a modifié la nature du caractère payant du stationnement.

En effet, l'utilisateur ne règlera plus un droit de stationnement mais une redevance d'utilisation du domaine public. En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant de cette redevance, l'utilisateur ne



commettra plus une infraction pénale sanctionnée par une amende de 1<sup>ère</sup> classe, fixée nationalement à 17 €, mais devra s'acquitter du paiement d'un forfait post-stationnement dit FPS.

Reprenant ainsi le mécanisme du montant forfaitaire dû en cas de non-paiement de redevance domaniale, le FPS correspond à une indemnisation de la collectivité en raison d'un non-paiement en temps utile de la redevance due au titre de l'occupation de la voirie, la base de calcul reposant sur la durée maximale autorisée de stationnement.

Dans ce cadre, la commune en assure pleinement les conditions d'organisation ainsi que les modalités de mise en œuvre dans le but de :

- Réduire la place de l'automobile dans l'hyper centre ;
- Augmenter la rotation automobile en voirie et libérer l'espace public ;
- Encourager les déplacements vertueux pour l'environnement (déplacement piétons, vélos ...)
- Orienter les automobilistes vers les parkings relais gratuits ;
- Améliorer la mobilité sur la Ville.

Afin de répondre aux problèmes de stationnement en période de forte affluence, il est donc proposé de modifier les règles tarifaires et d'étendre le périmètre de stationnement réglementé sur voirie **tous les jours de la semaine, dimanches et jours fériés compris, pour une période horaire courant de 10 heures à 19 heures :**

#### **ZONE 1 :**

##### **DU 1<sup>er</sup> AVRIL AU 31 OCTOBRE**

##### **HYPER CENTRE**

- Avenue Paul Lahary, du sens giratoire situé à son intersection avec l'avenue de la Gare jusqu'au pont dit Mercedes
- L'avenue du Touring Club de France, de son intersection avec l'avenue Chambrelent et l'impasse du Bourret jusqu'au sens giratoire situé à l'intersection des avenues de la Gare et Paul Lahary
- Les allées Pasteur
- L'avenue Rosny
- L'avenue Rosny dans sa portion située entre les allées Pasteur et l'Avenue du Touring Club de France
- La place Pasteur
- La place de la Concorde
- Avenue Paul Marguerite
- 

	Durée	Tarif
Zone 1	15 mn	0.50€
	30 mn	1€
	45mn	1,50 €
	1h00	2,5 €
	1h30	3 €
	1h45	3,5 €
	2h00	5 €
	2h30	10 €
	2h45	15€
	3h00	30 €

**ZONE 2 :****DU 1<sup>er</sup> AVRIL AU 31 OCTOBRE**

- Place Jean-Roger Sourgen
- Place des Pins Tranquilles
- Parking devant l'entrée de La Poste avenue de Paris

**DU 1<sup>er</sup> JUIN AU 30 SEPTEMBRE**

- Les deux parkings situés de part et d'autre de l'Office de Tourisme

	Durée	Tarif
Zone 2	30 mn	0,5 €
	1h	1 €
	1h30	1,5 €
	2h	2 €
	2h30	3 €
	3h	4 €
	3h30	5 €
	4h	6 €
	4h30	15 €
	5h	30 €

**Établissement et recouvrement des Forfaits Post Stationnement (FPS) :**

Il est proposé à l'assemblée délibérante de fixer le FPS applicable en cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à 30 € sur les zones 1 et 2.

Le FPS devra être réglé en totalité dans les trois mois. A défaut, le FPS sera considéré impayé et fera l'objet d'une majoration dont le produit est affecté à l'Etat. En vue du recouvrement du FPS impayé et de la majoration, un titre exécutoire sera émis.

**Tarification préférentielle pour les ayants-droits :**

Une tarification préférentielle sera accordée, pour un véhicule par logement, aux résidents de la Commune à l'année, sous réserve de présentation d'un justificatif, et après inscription sur la plateforme informatique dédiée. Ces ayants-droits, après validation, pourront bénéficier d'une gratuité d'une heure de stationnement par jour du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre (heures journalières non cumulables).

**VU** la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code de la route,



*Après en avoir délibéré,  
Avec 25 voix pour  
1 Abstention (C. Cerizy-Montaut)  
Le Conseil Municipal*

**ABROGE** toutes les délibérations antérieures à la présente.

**APPROUVE** les modifications du stationnement payant sur la Commune ci-exposées.

**APPROUVE** la gratuité du stationnement sur les parkings relais, les zones et voies non visées par la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre les modalités du service public du stationnement payant prévues par la présente délibération et à signer tout document relatif à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 décembre 2023

### Délibération n° 231208-017 : Dérogation au repos dominical

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup> doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.



Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.

L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

**VU** la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

**VU** la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

**VU** l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article L 3132-26 du code du travail,

**VU** l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**ÉMET** un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2024.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

**PRÉCISE** qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
DEPARTEMENT DES LANDES

## **Extrait du registre des délibérations du conseil municipal**

**Séance du 08 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-018 : Portant modification des Autorisations Spéciales d'Absences liées aux évènements familiaux**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

La loi n°2023-622-2 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité publiée au JORF du 20 juillet 2023, a modifié les autorisations d'absences liées aux évènements familiaux et des jours supplémentaires ont été accordés, notamment pour le décès d'un enfant.



Désormais, les agents publics bénéficient, de droit, d'une autorisation spéciale d'absence de 12 jours ouvrables (contre 3 auparavant) pour le décès d'un enfant. Cette durée est portée à 14 jours ouvrables lorsque :

- L'enfant décédé est âgé de moins de 25 ans,
- L'enfant décédé, et quel que soit son âge, est lui-même parent,
- La personne décédée est âgée de moins de 25 ans et l'agent en a la charge effective et permanente.

Dans le cas d'octroi d'une ASA de 14 jours ouvrables, une ASA complémentaire de 8 jours est accordée, qui peut être fractionnée et prise dans un délai d'un an à compter du décès.

Il convient alors de mettre à jour le tableau général des autorisations d'absences liées à des événements familiaux.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur ces nouvelles dispositions et autoriser Monsieur le Maire à les mettre en œuvre.

VU le Code général de la fonction publique et notamment l'article L. 622-2 ;

VU le code du travail (articles L. 1225-16 et L. 3142-1) ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité ;

VU la circulaire ministérielle du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU la circulaire FP/4 n° 1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance ;

VU la circulaire FP/7 n° 002974 du 7 mai 2001 relative aux autorisations d'absence et au pacte de solidarité ;

VU la circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 relative à l'application des dispositions, des articles 86 et suivants du statut général, relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence ;

VU l'arrêté municipal du 10/07/2013 portant autorisations spéciales d'absences,

VU l'avis favorable de la commission RH en date du 5 octobre 2023,

VU l'avis favorable du comité social territorial en date du 9 novembre 2023,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité,*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de modifier les autorisations d'absences liées aux événements familiaux suivantes comme précisé dans l'annexe ci-après :



## ANNEXE

## AUTORISATIONS D'ABSENCE LIEES A DES EVENEMENTS FAMILIAUX

Autorisations spéciales d'absence – Juin 2004 – mise à jour janvier 2023

RÉFÉRENCES	OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Code général de la fonction publique article L 622-1	Mariage ou PACS		- Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (1)
- de l'agent			5 jours ouvrables
- d'un enfant			3 jours ouvrables
- des autres parents : ascendants *, frère, soeur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur, petits enfants.			1 jour ouvrable
Code général de la fonction publique article L 622-2-	Décès/obsèques		- Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs (2) - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (1)
- du conjoint (ou concubin)			3 jours ouvrables
- des ascendants *			3 jours ouvrables
- des frère, soeur			3 jours ouvrables
- des autres parents : oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur, petits enfants			1 jour ouvrable
- d'un enfant âgé de 25 ans et plus	12 jours ouvrables		- Autorisation accordée de droit.
- d'un enfant âgé de moins de 25 ans ou une personne âgée de moins de 25 ans dont le fonctionnaire a la charge effective et permanente			14 jours ouvrés + 8 jours qui peuvent être fractionnés et pris dans un délai d'un an à compter du décès
Code général de la fonction publique article L 622-1	Maladie très grave		- Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (1)
- du conjoint (ou concubin)			3 jours ouvrables par an
- d'un enfant			3 jours ouvrables par an
- des ascendants *			3 jours ouvrables par an
- des autres parents: frère, soeur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur, petits enfants			1 jour ouvrable par an
Code du travail - article L 3142-4 Article 8 du décret n°2021-846 du 29 juin 2021 Article 57 5°b de la loi n°84-53 du 26.01.1984	Naissance ou adoption	3 jours pris dans les quinze jours qui suivent l'événement (3)	Congé accordé de droit sur présentation d'une pièce justificative
Note d'information du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation n° 30 du 30 Août 1982	Garde d'enfant malade	Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour (4) Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie de par son emploi d'aucune autorisation d'absence	- Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés) - Autorisation accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants - Autorisation accordée à l'un ou l'autre des conjoints (ou concubins)

(1) Un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller et retour est, en outre, laissé à l'appréciation du chef de service (réponse ministérielle n° 44068 JO AN Q du 14 avril 2000).

**(2) Sur justificatifs**

**(3)** Cumulable avec le congé de paternité. Non cumulable avec des congés accordés dans le cadre du congé de maternité ou d'adoption.

**(4)** Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours d'autorisation d'absence susceptible d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant à temps plein, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé ; soit pour un agent travaillant 3 jours sur 5 :  $5 : 5 + 1 \times 3/5 = 3,6$  jours (possibilité d'arrondir à 4 jours).

\* : ascendants = parents, grands-parents et beaux-parents.

Sous réserve des nécessités de service, les agents peuvent bénéficier, au titre de l'année civile, des autorisations spéciales d'absence suivant les tableaux ci-annexés, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public peuvent bénéficier de ces autorisations d'absence.

Les autorisations spéciales d'absence doivent être prises au moment de l'événement et ne peuvent être reportées. Lorsque l'événement intervient au cours d'une période de congés annuels, de repos compensateur ou de jours ARTT, les congés ne sont pas interrompus et remplacés par une autorisation spéciale d'absence. Elles ne seront également pas reportées.

Les demandes devront être transmises à l'autorité territoriale à l'aide du formulaire mis à disposition des agents, accompagnées des justificatifs liés à l'absence :

- lorsque la date est prévisible : 10 jours avant la date de l'absence,
- lorsque la date de l'absence n'est pas prévisible : au plus tard dans un délai de 10 jours après le départ de l'agent.

**ABROGE** toutes les délibérations antérieures à la présente délibération

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 08 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-019 : Rapport Social Unique 2023 au titre de l'année 2022**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Absent non représenté : Quentin BENCHETRIT**

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique substitue aux divers rapports qu'élaborent déjà les administrations publiques ; à savoir le rapport sur l'état de la collectivité ou bilan social, le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, un Rapport Social Unique (RSU) à compter du 1er janvier 2023.

Pour l'année 2023, le bilan social, le rapport égalité femme/homme et le rapport sur la santé, la sécurité et les conditions de travail de la collectivité sont regroupés dans un seul document : le Rapport Social Unique 2023.



Le RSU fait état des ressources humaines dont dispose la collectivité.

Sa présentation donne lieu à un débat en Comité Social Territorial, qui donne son avis. Il doit également être présenté à l'assemblée délibérante. Cette présentation, obligatoire une fois par an, démontre la volonté du législateur de faire instituer un débat politique nouveau et réel sur les questions de personnel.

Ce document indique notamment les moyens budgétaires et en personnel, et rassemble les données sociales de l'année 2023. Il permet :

- D'apprécier les caractéristiques des emplois et la situation des agents de la collectivité, la situation comparée des femmes et des hommes et intègre également une partie sur la santé, la sécurité et des conditions de travail ;
- De donner lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines dans la collectivité ;
- De répondre aux questions sur les contingents de personnel du territoire ;
- De mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH (nombre d'agents, statut, temps de travail, pyramide des âges, emploi des personnes en situation de handicap, absentéisme, etc.)
- D'établir et mettre à jour les lignes directrices de gestion (LDG) en matière de stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, obligation nouvelle pour les employeurs publics depuis le 1er janvier 2021 ;
- De se comparer, le cas échéant, avec des collectivités de taille équivalente ;
- De mettre en place des actions spécifiques mutualisées (GPEEC, plan de formation, etc.).

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

**Vu** l'article L231-1 du code général de la fonction publique relatif à l'élaboration du rapport social unique ;

**Vu** le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

**Vu** l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 09 novembre 2023,

**Entendu** le rapport de Monsieur Le Maire et sur sa proposition,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité,*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le Rapport Social Unique 2023 au titre de l'année 2022 de la collectivité, annexé à la présente.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 08 décembre 2023**

### **Délibération n°231208-020 : Suppressions de postes et modification du tableau des effectifs**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.



**CONSIDÉRANT** la collectivité a procédé à la suppression de 5 postes au tableau des effectifs pour l'année 2023, à la suite de départs par voie de mutation, retraite et augmentations de quotités horaires de l'année 2022-2023 donnant lieu à des postes vacants,

**VU** l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 5 octobre 2023,

**VU** l'avis favorable du Comité social territorial du 9 novembre 2023,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**ADOpte** le tableau des emplois suivant au 8 décembre 2023 :

### **TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 08/12/2023**

FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	1	TC	0	1 Femme
		Attaché hors classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Rédacteur	1	TC	0	1 Femme
		Rédacteur Principal 2ème classe	1	TC	0	1 Homme
		Rédacteur Principal 1ère classe	3	TC	1	3 Femmes
	C	Adjoint Administratif	7	TC	3	5 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	3	TC	1	3 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	10	1 TNC	0	10 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF			28		6	A : 2 Femmes et 1 Homme B : 4 Femmes et 1 Homme C : 18 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur	0		0	
		Ingénieur Principal	1	TC	0	1 Homme
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	17	TC	3	2 Femmes et 15 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	7	TC	1	3 Femmes et 4 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	13	TC	3	1 Femme et 12 Hommes
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes
		Agent de Maitrise Principal	8	TC	1	1 Femme et 7 Hommes
SOUS TOTAL TECHNIQUE			51		9	A : 0 Femme et 2



						Hommes
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	5	TC	0	5 Femmes
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	1	TC	0	1 Femme
	C	Agent Social	4	2 TNC	2	3 Femmes et 1 Homme
		Agent Social Principal 2ème classe	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
		Agent Social Principal 1ère classe	1	TC	0	1 Femme
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme
						B : 6 Femmes et 0 Homme
						C : 6 Femmes et 2 Hommes
Animation	B	Animateur	1	TC	0	1 Femme
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 1 Femme et 0 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	4	TC	1	1 Femme et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	0	TC	1	
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			4		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 0 Homme
						C : 1 Femme et 3 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
		Educateur des Activités Physiques et Sportives	0	TC	0	
SOUS TOTAL SPORTIF			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			NOMBRE D'AGENT		VACANT	Cat A : 4 Femmes et 3 Hommes
			101		23	Cat B : 11 Femmes et 3 Hommes
						Cat C : 32 Femmes et 48 Hommes



**\*TC : temps complet**

**\*TNC : temps non complet**

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en supprimant les 5 postes vacants suivants :

- 1 poste d'Adjoint technique à temps non complet (contractuel permanent), à la suite d'une réorganisation de service et augmentation de temps de travail à compter du 12 décembre 2023 ;
- 2 postes d'Adjoint Administratifs à temps complet créés pour les recrutements d'Assistant Comptable et RH et dont les grades ne convenaient pas aux agents recrutés à compter du 12 décembre 2023 ;
- 1 poste d'agent social à temps non complet à la suite d'une réorganisation de service et augmentation de temps de travail à compter du 12 décembre 2023 ;
- 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet à la suite d'un départ à la retraite à compter du 12 décembre 2023.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 8 décembre 2023

### Délibération n°231208-021 : Mise à jour des services d'Astreintes de la collectivité

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire précise que les astreintes de service sont mises en place par l'assemblée délibérante de la collectivité à qui il revient de déterminer les cas dans lesquels il est possible d'y recourir, les modalités de leur organisation la liste des emplois concernés et leur rémunération ; cette délibération doit être prise après avis du Comité Social Territorial.

Il lui appartient également de décider, d'indemniser ou de compenser les temps d'astreinte ou de permanence.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général de la fonction publique ;



**Vu** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;  
**Vu** la délibération n°14 du 13 mars 2014 déterminant les astreintes de service et précisant les emplois concernés, les cas de recours aux astreintes ainsi que les modalités,  
**Vu** la délibération n°7 du 10 juillet 2015 déterminant les astreintes de service et précisant les emplois concernés, les cas de recours aux astreintes ainsi que les modalités,  
**Vu** la délibération n°5 du 22 janvier 2016 déterminant les astreintes de service et précisant les emplois concernés, les cas de recours aux astreintes ainsi que les modalités,  
**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 9 novembre 2023

**Considérant** la nécessité de recourir aux astreintes de la semaine pour les agents des différents services de la collectivité,

Les modalités de l'ensemble des astreintes sont donc les suivantes :

Cadre d'emplois concernés par les astreintes :

- Astreinte Direction : DST et adjoint au DST (2 agents)
- Astreinte Direction Police Municipale : responsable et adjoint (2 agents)
- Astreinte Police Municipale : Agents du service police municipale (5 agents)
- Astreinte Garage : Agents du service garage (2 agents)
- Astreinte Electricité / plomberie : Agents du service électricité / plomberie (3 agents)
- Astreinte Voirie : Agents du services espaces naturels + propreté + espaces verts (5 agents)
- Astreinte Animations : Agents du service animations (3 agents)

Cas dans lesquels il est possible de recourir aux astreintes :

- Astreinte Direction : constat sur site de la gravité ou de l'urgence de l'évènement, mise en sécurité si besoin, appel aux agents d'astreinte ou prestataires ou services extérieurs, retour d'info aux élus.
- Astreinte Electricité : panne d'électricité / plomberie sur bâtiment ou sur un complexe appartenant à la commune, problème électrique lors d'une manifestation, renfort si besoin à une autre équipe d'astreinte en intervention.
- Astreinte Voirie : dégagements / mise en sécurité de divers dangers ou obstacles sur l'espace public pouvant mettre en danger la population (intervention nécessitant un agent titulaire du permis PL + CACES chargeur + formation de tronçonnage), renfort si besoin à une autre équipe d'astreinte en intervention.
- Astreinte Animations : intervention sur divers matériels ou mobiliers installé dans le cadre de manifestations organisée en collaboration avec la commune, complément de prêt de matériel en cas d'oubli, renfort si besoin à une autre équipe d'astreinte en intervention.
- Astreinte garage : intervention sur véhicules communaux (dépannage, remorquage et réparation sur site ou en atelier si nécessaire), renfort si besoin à une autre équipe d'astreinte en intervention.
- Astreinte Police Municipale : application des pouvoirs de police du maire

Modalités de fonctionnement :

Services techniques :

- Astreinte Direction : toute l'année, 1 semaine complète sur 2, du lundi matin au lundi matin
- Astreinte Direction Police Municipale : toute l'année



- Astreinte Electricité : toute l'année, 1 semaine complète sur 3, du lundi matin au lundi matin
- Astreinte Voirie : toute l'année, 1 semaine complète sur 5, du lundi matin au lundi matin
- Astreinte Animations : toute l'année, 1 semaine complète sur 3, du lundi matin au lundi matin
- Astreinte garage : uniquement en période estivale (16 semaines) : du lundi matin au lundi matin
- Service police municipale : du 15 octobre au 15 avril, le samedi, dimanche et jours fériés de 09h00 à 19h00.

Modalités de rémunération :

L'agent d'astreinte sera indemnisé au taux fixé par les textes en vigueur sur la base d'une semaine complète. Dans le cadre de l'intervention, les heures réalisées sont assimilées à des heures supplémentaires. Elles pourront être rémunérées ou récupérées selon les nécessités de service.

*Après avoir délibéré,  
Avec 25 voix pour  
1 Abstention (L. Barberis)  
Le Conseil municipal,*

**ABROGE** toutes les délibérations antérieures à la présente.

**APPROUVE** le régime des astreintes des services de la collectivité développé ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.


**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**



**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DEPARTEMENT DES LANDES**

## **Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal**

**Séance du 08 décembre 2023**

**Délibération n°231208-022 : Recensement 2024 : désignation d'un agent coordonnateur, de son adjoint et création d'emplois d'agents recenseurs pour accroissement temporaire d'activité et fixation de leurs rémunérations**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement, et de créer sept emplois temporaires d'agent recenseur et de fixer l'indice de rémunération afin d'assurer le recensement de la population dont la mise en œuvre relève de la compétence de la commune conformément à la loi n°2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité.



Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3, 1<sup>ère</sup> ;

Vu la loi n°2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité,*

*Le conseil municipal*

**DÉCIDE** de désigner Monsieur Damien DESTRIKATS, comme coordonnateur de l'enquête de recensement et Madame Sophie BAUBRIAU comme adjointe au coordonnateur.

Ils bénéficieront :

- d'une décharge partielle de leurs fonctions et garderont leur rémunération habituelle ;
- le cas échéant, d'un repos compensateur équivalent aux heures consacrées aux opérations de recensement et/ou d'heures supplémentaires (IHTS).

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps non complet pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité pour le recensement de la population, à savoir :

- 7 emplois d'agents recenseurs non titulaires à temps non complet, pour la période du 04 janvier 2024 au 17 février 2024 inclus.

**DÉCIDE :**

- que les agents recenseurs recrutés seront employés pour une durée de travail forfaitaire de 30 heures hebdomadaires et rémunérés sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint administratif, à l'indice brut 397, majoré 366 au prorata du nombre d'heures effectuées ;
- de fixer une indemnité pour les frais de déplacement de 120 € à chaque agent recenseur ;
- que les agents recenseurs seront chargés, sous l'autorité du coordonnateur, de distribuer et collecter les questionnaires à compléter par les habitants et de vérifier, classer, numéroté et comptabiliser les questionnaires recueillis conformément aux instructions de l'INSEE.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au recrutement des agents recenseurs.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget Primitif exercice 2024 aux chapitre et article prévus à cet effet.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 08 décembre 2023

**Délibération n°231208-023 : Mandat au Centre de gestion des Landes pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance**

L'an deux mille vingt-trois, le huit décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier décembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON,

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absent non représenté** : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire précise que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.



La couverture prévoyance ou « garantie maintien de salaire » couvre les risques liés à l'incapacité de travail, et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux prévoit que l'employeur doit contribuer à hauteur de 50% minimum de la cotisation payée par ses agents. Cette participation doit se faire par le biais d'un contrat collectif à adhésion obligatoire dont les garanties doivent prévoir *a minima* un maintien de 90% du salaire net en cas d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité permanente.

Le dispositif réglementaire prévoit donc deux possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture prévoyance :

- La mise en place d'une convention de participation *via* une procédure de mise en concurrence lancée en propre
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion des Landes a décidé de lancer en 2024 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

L'article 3.2 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 prévoit la nécessité de négocier, préalablement au lancement de la procédure de marché public, un accord avec les organisations syndicales représentatives afin de définir les garanties du futur contrat et de désigner un comité paritaire de pilotage pour sa passation et son suivi. Le mandat donné pour lancer la consultation implique donc que soit également donné mandat au Centre de gestion pour mener cette négociation.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la prévoyance à l'été 2024 pour **un début d'exécution du marché au 1<sup>er</sup> janvier 2025**.

A l'issue de cette consultation les collectivités **conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention** de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à la présenter à leur organe délibérant.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de gestion des Landes afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2024.

- Vu** le code général de la fonction publique ;
- Vu** l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;
- Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;
- Vu** l'accord collectif national du 11 juillet 2023 ;
- Vu** l'avis favorable du comité social territorial, en date du 9 novembre 2023 ;
- Vu** l'exposé de Monsieur le Maire ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,*



**DÉCIDE** de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de gestion des Landes prévoit de conclure conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.

**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion, afin de négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives, et pour déterminer avec le Centre de gestion les conditions de déroulement de la négociation et les modalités de conclusion de cet accord ainsi que pour approuver l'accord négocié conformément à l'article L. 224-3 du CGFP.

**PREND ACTE** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD